

L'ÉVÉNEMENT

Les banques françaises s'estiment défavorisées

ANNE DE GUIGNÉ  @adeguigne

Saluée par les marchés, les économistes et la majorité des gouvernements européens, la politique d'achats de titres par la BCE est accueillie plus fraîchement dans les banques notamment en France. « *Honnêtement, pour nous, le QE n'est pas une bonne nouvelle. Cette politique va prolonger les taux bas qui lamentent la rentabilité de notre banque de détail* », confie le dirigeant d'une banque française. « *Nous n'avons apporté aucun actif aux programmes de rachat de la BCE. Je pense que ce sont surtout les banques périphériques ou les asiatiques qui y participent...* »

Depuis le 9 mars, la Banque centrale européenne (BCE) et ses filiales achètent en moyenne 3 milliards d'euros de dettes privées et publiques chaque jour sur les marchés. Ces opérations devraient se prolonger au moins jusqu'en septembre 2016. Pendant ces dix-huit mois, la BCE injectera 1140 milliards d'euros dans l'économie, soit un peu plus de la moitié du bilan de BNP Paribas, première banque de la zone euro. En Europe, les établissements financiers restent au cœur du dispositif du « quantitative easing » (QE) car ils sont les premiers détenteurs d'actifs que la BCE entend racheter.

Bouffée d'oxygène

À entendre les banques françaises, les grandes gagnantes du QE de la

BCE seraient leurs concurrentes en Espagne, en Italie et en Irlande. Elles bénéficient, comme leurs États, d'un coût de refinancement plus attractif sur les marchés, une facilité qu'avaient déjà, depuis deux ans, les banques françaises et allemandes. Cette bouffée d'oxygène dans les pays périphériques leur permet d'offrir des crédits à leurs clients, à un moment où l'économie repart en Irlande et en Espagne. C'est aussi le cas en Italie, où les PME très dynamiques du Nord étaient victimes d'un réel « credit crunch ». Les banques périphériques se délestent volontiers de leurs bons d'État, afin d'offrir de nouveaux crédits, confient les acteurs de marchés.

Les banques françaises, elles, sont moins à l'aise avec ces excès de liquidités. Elles continuent de se plaindre de la rareté des « bons » dossiers de crédit. « *La politique de relance monétaire fonctionnera en France uniquement si elle s'accompagne d'une vaste remise en ordre de la maison* », a expliqué Jean-Claude Trichet, ancien président français de la BCE, lors d'une conférence organisée par le cabinet de juristes Arc. « *Le problème français du financement des entreprises s'explique avant tout par la dégradation de leur taux de marge* », a ajouté l'ancien banquier central.

La participation des banques européennes au programme de la BCE est aussi contrainte par la réglementation du secteur. Les établissements qui céderaient trop d'actifs risquent de déséquilibrer leur bilan et de s'exposer aux foudres de leur régulateur. « *Pour les banques, deux forces s'opposent, la force économique, qui les incite à céder à bon prix leurs portefeuilles, et la force réglementaire, qui les pousse à conserver des actifs utiles*

pour maintenir le niveau de leur ratio de liquidité », résume Emmanuel Weyd, gérant crédit chez Eiffel Investment Group. Ces deux forces sont incarnées à Francfort par les équipes de Danièle Nouy, en charge de la régulation bancaire, et celles de Mario Draghi, qui pilotent la politique monétaire.

Même s'ils ne participent pas au programme de rachat de la banque centrale, les établissements bénéficieront tous d'un accès illimité et très bon marché à la liquidité. « *Le QE fait largement baisser le taux de refinancement des banques, car la BCE rachète leurs obligations foncières et leurs ABS*, explique Emmanuel Weyd. *Le redéploiement des excès de liquidité va aussi permettre aux banques d'émettre beaucoup plus facilement sur les marchés, notamment des fonds propres hybrides, requis sous Bâle III.* »

En terme d'activité, cette injection de liquidités bon marché se ressentira sur les résultats des banques d'investissement dès le deuxième trimestre : leurs divisions de « trading » devraient profiter à plein de la nouvelle volatilité des marchés. La banque de détail suivra dans un deuxième temps, si la reprise se confirme en Europe. ■